

Unité départementale du Littoral
Rue du Pont de Pierre
CS 60036
59820 Gravelines

Gravelines, le 10/04/2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/03/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NORPAPER AVOT-VALLEE SAS

71 rue Jean Jaures BP 33049
BLENDECQUES
62501 Saint-Omer

Références : H:_Commun\2_Environnement\01_Etablissements\Equipe_G4\NORPAPER AVOT
VALLEE_Blendecques_0007000489\2_Inspections\2025 03 28 Suite à incendie
Code AIOT : 0007000489

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/03/2025 dans l'établissement NORPAPER AVOT-VALLEE SAS implanté 71 rue Jean Jaures BP 33049 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Cette visite réactive fait suite à un incendie survenu sur le site de Blendecques le 27 mars 2025. Ce même jour vers 15h, M. Flaccus (Directeur QEE) informait l'inspection des événements par téléphone.

Il indiquait qu'une trentaine de balles de vieux papiers blancs avait pris feu dans la cour extérieure de stockage des vieux papiers. L'incendie s'est déroulé de 10h50 à 12h30, avec un important panache de fumée durant les 20 premières minutes.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NORPAPER AVOT-VALLEE SAS
- 71 rue Jean Jaures BP 33049 BLENDECQUES 62501 Saint-Omer
- Code AIOT : 0007000489
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société NORPAPER AVOT VALLÉE, implantée à BLENDECQUES, est spécialisée dans la fabrication de papier pour ondulés. Elle dispose de :

- 3 lignes de préparation de pâte à papier à partir de vieux papiers ;
- 1 unité de désencrage de vieux papiers d'une capacité de 120 t/j ;
- 3 machines à papier d'une capacité totale de 350 t/j.

La production annuelle est d'environ 160 000 t de papier pour une consommation d'eau d'environ 1,3 million de m³ par an.

Pour les besoins de sa fabrication, la société NORPAPER AVOT VALLÉE exploite des dépôts de vieux papiers, cartons et produits finis. L'inspection a porté sur le zone extérieure de dépôt des vieux papiers, lieu du sinistre.

Le site est soumis à autorisation par arrêté préfectoral du 20 août 1999 modifié.

Contexte de l'inspection :

- Accident

Thèmes de l'inspection :

- Risque incendie

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;

- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Rapport incident	Code de l'environnement du 27/12/2020, article Article 512-69	Sans objet
2	Plan de secours	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 18.1	Sans objet
3	Plan des réseaux	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 4.2	Sans objet
4	Confinement des eaux	AP Complémentaire du 11/08/2009, article Article 3	Sans objet
5	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 17.2.1	Sans objet
6	Dépôt de vieux papiers en plein air	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.2	Sans objet
7	Dépôt de vieux papiers en plein air	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.3	Sans objet
8	Dépôt de vieux papiers en plein air	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.4	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
9	Moyens de secours	Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 17.2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un incendie est survenu sur la zone extérieure de stockage de vieux papiers le 27 mars 2025. Il a été pris en charge de manière efficace par l'industriel. Il a été rapidement maîtrisé avec l'aide du SDIS. Aucune non conformité n'a été constaté au cours de la visite.
Il est demandé à l'industriel de compléter sa réserve incendie (environ 30 m³) et de produire dès que possible un rapport d'incident tel que prévu par l'article R.512-69 du code de l'environnement.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Rapport incident

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 27/12/2020, article Article 512-69
Thème(s) : Risques accidentels, Rapport incident
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant d'une installation soumise à autorisation, à enregistrement ou à déclaration est tenu de déclarer, dans les meilleurs délais, à l'inspection des installations classées les accidents ou incidents survenus du fait du fonctionnement de cette installation qui sont de nature à porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1.</p> <p>Un rapport d'accident ou, sur demande de l'inspection des installations classées, un rapport d'incident est transmis par l'exploitant au préfet et à l'inspection des installations classées. Il précise, notamment, les circonstances et les causes de l'accident ou de l'incident, les substances dangereuses en cause, s'il y a lieu, les effets sur les personnes et l'environnement, les mesures d'urgence prises, les mesures prises ou envisagées pour éviter un accident ou un incident similaire et pour en pallier les effets à moyen ou à long terme. Si une enquête plus approfondie révèle des éléments nouveaux modifiant ou complétant ces informations ou les conclusions qui en ont été tirées, l'exploitant est tenu de mettre à jour les informations fournies et de transmettre ces mises à jour au préfet ainsi qu'à l'inspection des installations classées.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Circonstances de l'incendie :</u></p> <p>Le 27 mars 2025, un incendie débute dans la cour extérieure de stockage des vieux papiers. Il s'agit uniquement de "papiers blancs", provenant de sites d'imprimeurs notamment. En l'absence de détection incendie sur cette zone, l'alerte est donnée par un cariste qui prévient l'équipe d'intervention (2 agents). Ils commencent à attaquer le feu grâce aux 3 RIA les plus proches. Ils sont positionnés à l'intérieur de l'usine. Prévenu par la responsable de service, M. Billant appelle le SDIS et prépare leur arrivée avec un accès par la rue de la gare.</p> <p>Arrivé sur place 10 min plus tard, le SDIS se raccorde à la réserve incendie ("piscine") située à proximité et attaque l'incendie.</p> <p>De leur côté, les caristes déplacent les balles non touchées par le feu afin de limiter la</p>

propagation du sinistre.

Bien que le feu soit maîtrisé, les pompiers poursuivent l'arrosage des balles de papier concernées. Par sécurité, elles sont toutes ouvertes (environ une quarantaine), étalées et arrosées dans la cour afin de prévenir toute reprise de l'incendie.

Causes possibles

La balle à l'origine de l'incendie a été identifiée. L'incendie a démarré du centre de la cour extérieure et non de ses abords. L'origine du sinistre reste pour l'instant inconnue. Une enquête est en cours.

Conséquences

La zone a été contingentée de manière à poursuivre l'exploitation (notamment la circulation des camions) sans gêner les pompiers.

Le réseau des eaux de la cour extérieure servant au stockage est reliée à la station d'épuration du site (pas de connexion avec le réseau EP). Les eaux ont été traitées par la STEP interne.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Il est demandé à l'industriel de produire dès que possible le rapport d'incident tel que prévu à l'article R.512-69 du CE.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Plan de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 18.1

Thème(s) : Risques accidentels, Plan de secours

Prescription contrôlée :

L'exploitant est tenu d'établir, pour le 30 septembre 1999, un plan d'intervention interne qui définit les mesures d'organisation, les méthodes d'intervention et les moyens qu'il met en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement. Il en assure la mise à jour permanente. Le plan est transmis au Service Interministériel Régional des Affaires Civiles et Economiques de Défense et de la Protection Civile, à Monsieur le Directeur Régional de l'Industrie, de la Recherche et de l'Environnement, et à Monsieur le Directeur Départemental des Services d'Incendie et de Secours. Le Préfet, peut demander la modification des dispositions envisagées.

Constats :

L'exploitant présente le plan d'intervention en date du 19/12/2024.

Il comprend la procédure d'isolement du site en cas d'incendie ou de pollution potentielle des eaux.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Plan des réseaux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 4.2

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des pollutions accidentelles
Prescription contrôlée : Un schéma de tous les réseaux et un plan des égouts doivent être établis par l'exploitant, régulièrement mis à jour, notamment après chaque modification notable, et datés. Ils sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées ainsi que des services d'incendie et de secours.
Constats : Le plan des réseaux dans sa version du 28/10/2024 est présenté. Il confirme que la zone de stockage extérieure de vieux papiers est bien reliée au réseau des eaux de process. Toutes les eaux de la zone sont recueillies par des avaloirs situés le long du bâtiment de production. Elles rejoignent un puisard de relevage avant de rejoindre la STEP.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Confinement des eaux

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 11/08/2009, article Article 3
Thème(s) : Risques accidentels, Bassin de confinement
Prescription contrôlée : Les dispositions de l'article 5.2. de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 20/08/1999 sont abrogées et remplacées par: Les réseaux d'assainissement susceptibles de recueillir l'ensemble des eaux polluées lors d'un accident ou d'un incendie (y compris les eaux d'extinction et de refroidissement) sont raccordés à un bassin de confinement étanche aux produits collectés et d'une capacité minimum de 700 m ³ avant rejet vers le milieu naturel. La vidange suivra les principes imposés par l'article 8.1. traitant des eaux pluviales susceptibles d'être polluées. Il est maintenu en temps normal au niveau permettant une pleine capacité d'utilisation. Les organes de commande nécessaires à sa mise en service doivent pouvoir être actionnés en toute circonstance. Les eaux doivent s'écouler dans ce bassin par gravité ou par un dispositif de pompage à l'efficacité démontrée en cas d'accident.
Constats : Le confinement des eaux d'extinction est prévu dans les bassins de la STEP (cf rapport suite visite du 24/11/2024). La capacité excédentaire de rétention hydraulique de la STEP est de 2 228 m ³ auxquels s'ajoutent 300 m ³ supplémentaires au niveau de la canalisation de transit des eaux pluviales entre l'usine et la STEP. La procédure d'isolement est disponible. Toutefois, compte tenu des volumes d'eau en jeu, l'isolement de la STEP n'a pas été nécessaire. Une mise à jour de cette prescription sera réalisée lors de la rédaction d'un prochain arrêté complémentaire.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 17.2.1

Thème(s) : Risques accidentels, Equipements
Prescription contrôlée : L'exploitant plantera : - un poteau d'incendie de diamètre 100 mm normalisé (NFS 61213) à proximité de la voie ferrée sur l'arrière de l'usine vis à vis de la rue Jean Jaurès. Cet hydrant sera accessible en permanence ; un emplacement de 32 m ² (4 m x 8 m) sera réservé au véhicule incendie et matérialisé au sol. Il devra fournir 60 m ³ /h sous 1 bar, pendant deux heures, soit un volume de 120 m ³ . - une réserve incendie (conformément à la Circulaire Interministérielle n°465 du 10 décembre 1951) de 240 m ³ minimum, côté rue de la gare, en bordure de clôture. Cette réserve sera dotée d'un puisard d'aspiration de 4 m ³ minimum et d'une plate-forme d'aspiration réservée aux engins incendie de 64 m ² (8 m x 8 m).
Constats : L'équipe d'intervention du site a attaqué le feu grâce aux 3 RIA situés à l'intérieur du bâtiment. Vu les RIA encore déployés sur site. Les pompiers se sont branchés sur la réserve incendie de 240 m ³ . Vu zone d'aspiration et la réserve avec un niveau à environ 210 m ³ . Le PI-14 à proximité de la voie ferrée (appartenant à la ville de Blendecques) n'a pas été mis en œuvre.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant veillera à compléter dès que possible le volume de la réserve.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Dépôt de vieux papiers en plein air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.2
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt de vieux papiers en plein air
Prescription contrôlée : Les dépôts en plein air sont limités en lots de 500 t, séparés les uns des autres d'une distance minimale de 10 m, afin de limiter la propagation de l'incendie et de permettre la rapide mise en œuvre des moyens de secours.
Constats : Le jour de la visite, le stockage contrôlé était destructuré suite à l'intervention des pompiers. En plus des balles ouvertes suite à l'incendie, deux îlots d'une dizaine de balles sont présents. Ils sont distants de plus de 10 m et font moins de 500 t.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Dépôt de vieux papiers en plein air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.3
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt de vieux papiers en plein air
Prescription contrôlée : Les issues des dépôts seront toujours maintenues libres de tout encombrement.
Constats : Vu les issues libres de part et d'autre du dépôt.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Dépôt de vieux papiers en plein air

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 21.5.4
Thème(s) : Risques accidentels, Dépôt de vieux papiers en plein air
Prescription contrôlée : Le sol des dépôts sera réalisé en matériaux difficilement attaquables par les rongeurs, et maintenu en bon état d'entretien et de propreté.
Constats : Vu sol du dépôt en revêtement type enrobé.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Moyens de secours

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 20/08/1999, article Article 17.2.10
Thème(s) : Risques accidentels, Vérification périodique des équipements de sécurité
Prescription contrôlée : Les installations de protection contre l'incendie doivent être correctement entretenues et maintenues en bon état de marche. Elles doivent faire l'objet de vérifications périodiques par un technicien qualifié.
Constats : Lors de la précédente inspection du 05/11/2024, il a été demandé à l'exploitant de remplacer trois exutoires de fumées défaillants. Vu les trois exutoires remplacés.
Type de suites proposées : Sans suite